

CIBLE

Phobies

Le parti d'extrême-droite Vlaams Blok, qui a obtenu 28 % des voix à Anvers lors des élections municipales, a pour triste caractéristique de cultiver à la fois la haine des étrangers, la haine de la Belgique et la haine de la monarchie belge.

Un lien rigoureux existe entre ces trois phobies. Une doctrine racialisante, qui pousse à l'expulsion des non-européens, ne peut supporter une nation belge où l'on parle trois langues, ni un roi qui est la condition essentielle de l'unité du pays.

Le Vlaams Blok est certes cohérent avec lui-même mais les adversaires français de la Belgique unie auraient tort de se faire une raison : dès lors que la Belgique éclaterait sous l'effet de la propagande « ethnique », l'unité française se trouverait menacée puisque notre pays comporte, lui aussi, des peuples différents.

Avec nos amis belges, nous devons défendre et faire valoir la conception historique et juridique de la nation qui est facteur d'amitié, d'équilibre et de paix en Europe.

Enjeu

Repenser la ville



Affaires

L'imprévisible est possible !

p. 12

Actuel

L'idée de nation

p.9

Insécurité publique

Les atteintes portées aux libertés privées et publiques ont cent fois moins préoccupé la presse que le coût estimé de la villa de M. Longuet...

Attention ! Je ne dis pas que les filouteries présumées de l'ancien ministre de l'Industrie ne soient pas répréhensibles, et qu'il faille se soucier comme d'une guigne de la corruption des élites.

Mais la juste dénonciation de pratiques délictueuses ne devrait pas empêcher qu'on s'inquiète des menaces croissantes qui pèsent sur la liberté des citoyens. Une fois de plus, la grande presse qui se flatte d'être le quatrième pouvoir ne joue pas son rôle. D'ailleurs, elle ne le joue pas non plus dans les affaires d'argent sale jusqu'elle se contente d'aller lire chaque matin dans la boîte aux lettres les dossiers d'instruction qui lui sont aimablement adressés par on ne sait qui. A l'exemple de la droite qui s'indigne aujourd'hui des malignités dont elle profitait hier, la grande presse protestera contre le viol du secret de l'instruction quand ses représentants seront à leur tour victimes de cette pratique indigne d'un État de droit...

A ce propos, on remarquera

que l'insécurité du justiciable n'est jamais évoquée par ceux qui s'occupent des dangers qui pèsent sur les citoyens. Or de récentes affaires ont montré que le viol du secret de l'instruction et le mépris de la présomption d'innocence pouvaient affecter quel justiciable - pour peu que les médias trouvent de l'intérêt à ses mésaventures. On rappellera aussi que la question de l'insécurité est uniquement envisagée sous l'angle de la petite délinquance, alors que les dizaines de milliers de morts et de blessés provoqués par la circulation automobile

ne suscitent pas de déclarations tonitruantes ni de sanctions impitoyables.

C'est dire que la récente loi Pasqua sur la sécurité est, comme les précédentes, fortement entachée de démagogie en ce qu'elle autorise désormais :



La fouille des véhicules sur les lieux d'une manifestation, sur les lieux avoisinants et sur les voies d'accès à ces manifestations pendant les vingt-quatre heures qui les précèdent. Comme la nature des manifestations n'est pas précisée, comme la superficie contrôlable n'est pas indiquée, on devine que les préfets (et

non les procureurs de la République) auront de vastes possibilités.

La légalisation de la vidéo-surveillance, qui était jusqu'à présent une pratique non explicitement autorisée, et qui est désormais soumise à l'autorisation d'une commission présidée par le préfet. Cette « avancée du droit » est cependant illusoire pour trois raisons : initialement conçue pour le contrôle de la circulation, la vidéo-surveillance apparaît clairement comme un instrument de contrôle de la population (grâce aux zooms et aux clichés de personnes, qui pourront être conservés six mois) ; cette vidéo-surveillance est en outre décidée par le préfet (et non par le procureur de la République) ; elle a été enfin (et surtout) exclue de la surveillance de la Commission Informatique et Libertés. Il faut enfin noter que les députés ont permis que la vidéo-surveillance puisse concerner les entrées d'immeubles - ce qui est une atteinte manifeste à la vie privée.

Bien entendu, le ministre de l'Intérieur a invoqué les nécessités de la lutte contre la délinquance, alors que le nouveau dispositif de contrôle et de répression visera d'abord les citoyens : un voyou coiffé d'un casque de moto peut arracher les sacs sous l'oeil des caméras ; mais chaque manifestation pourra être photographiée et fichée, chaque voiture passant verra sa liberté d'aller et de venir soumise à une surveillance constante et son droit à l'image constamment violé.

Charles Pasqua ?
Notre Big Brother.

Sylvie FERNOY

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Insécurité publique - p.3 : Un budget en trompe-l'oeil - Diana - p.4 : Le fourre-tout Balladur - Les recettes du Dr Madelin - p.5 : Kohl est seul - p.6/7 : Civilisation urbaine ou barbare - p.8 : Plantu - De deux gauches l'une - p.9 : Sur l'idée moderne de nation - p.10 : Quatre jours en novembre - Les Acadiens - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'imprévisible.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Un budget en trompe-l'oeil

Plus inspiré par les impératifs d'une campagne électorale que par le souci de transparence, le projet de budget est une véritable bombe à retardement. Passée l'élection présidentielle, le réveil risque d'être difficile.

Dans un petit ouvrage (1) André Grjebine a démontré que la politique économique est l'art de maîtriser les contraintes : sociales, macroéconomiques, extérieures mais également politiques. Et de citer un certain nombre de données dont un chef de gouvernement doit tenir compte avant de décider, parmi celles-ci « les considérations tactiques inhérentes à la lutte pour le pouvoir ».

Jamais autant que sous le gouvernement Balladur, cette dimension n'aura été présente dans la préparation du projet de loi de finance, dispositif essentiel d'une politique économique. A tel point qu'elle finit par dissimuler le projet. Il est vrai que le temps dont disposait le Premier ministre ne jouait pas en sa faveur ; même s'il feignait de croire qu'il disposait de cinq ans.

Le budget est un sujet très sensible en période électorale car de lui dépendent les impôts que les Français auront à payer au cours de l'année à venir. Même s'ils ne disposent pas des éléments nécessaires pour en comprendre toutes les subtilités, on peut compter sur leur attention pour débusquer les mesures susceptibles d'augmenter leur contribution à « l'effort de redressement national ». D'où la nécessité, pour un candidat potentiel, sinon de truquer les chiffres, du moins d'user d'artifices

techniques dans leur présentation pour faire passer la pilule. Déjà, les socialistes avaient pris l'habitude de ne pas faire entrer dans le budget de l'État des postes importants comme celui des grands travaux, pour ne pas alourdir le déficit. Ce qui, à l'époque, avait soulevé le tollé de l'actuelle majorité. S'ils étaient cohérents, les députés du RPR et de l'UDF refuseraient de voter la loi de finance en l'état.

D'abord parce que le déficit budgétaire n'a pas été considéré dans son intégralité. Le gouvernement semble confondre déficit budgétaire et besoin de financement de l'État. Dans ce dernier agrégat, le seul qui compte aux yeux de Bruxelles pour satisfaire aux conditions édictées par le traité de Maastricht, donc le seul qui est désormais significatif, les recettes des privatisations ne peuvent entrer en ligne de compte. Ce qui est somme toute logique car, comment le gouvernement bouclera-t-il son budget lorsqu'il aura vendu jusqu'à sa dernière petite cuillère. Dans ce cas, au lieu des 275 milliards annoncés, le besoin de financement de l'État serait plus proche de 373 milliards.

Ensuite, parce que le déficit public a été mal appréhendé et que les dépenses de l'État ont été sous-estimées. A titre indicatif citons l'exemple suivant : le gouvernement autorise le fond de soutien solida-

rité vieillesse à ne pas lui rembourser les 7 milliards qu'il lui doit, à charge pour lui de financer pour le même montant, l'augmentation de prestations familiales aux fonctionnaires, normalement versées par l'État.

Enfin, parce que les chiffres du chômage ont été minorés. Le gouvernement, adepte de la méthode Coué compte sur une reprise de l'emploi alors que les experts, tableraient plutôt sur une nouvelle dégradation. D'où un manque à gagner pour les recettes et une augmentation des dépenses.

Compte tenu de tout cela, il est fort probable que la charge de la dette qui constitue désormais le troisième poste budgétaire de l'État continuera son ascension. Dans l'ouvrage cité plus haut, André Grjebine montrait en quoi un déficit budgétaire pouvait être un élément positif et comment il pouvait ne pas alourdir la charge de la dette. Mais ce n'est pas notre sujet.

Édouard Balladur a placé une bombe à retardement sous le fauteuil du prochain président de la République. S'ils sont élus Jacques Delors ou Jacques Chirac pourront toujours arguer de l'héritage, mais que pourra faire Édouard Balladur s'il est vainqueur ? En tout cas, le pays ne sortira pas grandi de cette nouvelle épreuve. Et les Français, saoulés par les promesses et les mensonges, auront la gueule de bois. Le réveil risque d'être difficile.

Patrice LE ROUÉ

(1) Voir, dans *Royaliste* n° 568 du 2 décembre 1991, le dossier de présentation du livre « La politique économique ou la maîtrise des contraintes » (Éd. du Seuil, coll. Points économie - prix franco 54 F).

Diana

On savait « qu'une certaine presse » allait chercher ses informations dans le ruisseau ; nous avons maintenant la confirmation que certains éditeurs n'hésitent pas à descendre dans les égouts. Ainsi, après les « révélations » de James Hewitt sur la vie sentimentale - réelle ou supposée - de la Princesse de Galles, les *Presses de la Cité* se sont vantées d'un double « exploit » : celui d'avoir traduit « l'ouvrage » (1) publié outre-Manche en deux jours, et celui d'avoir opéré les corrections dans le même laps de temps. Un responsable a cru devoir préciser que l'auteur n'était pas du premier chef intéressé par la qualité littéraire de « l'oeuvre ». C'est s'en serait douté...

Remontons respirer l'air pur. Interrogé par *Le Monde* (2) sur « l'establishment » britannique, l'historien Théodore Zeldin a répondu à la question de savoir si l'institution monarchique était atteinte : « Je ne crois pas du tout. Au contraire, elle est confirmée parce que la fonction de la monarchie, c'est d'attirer, de jouer comme un feuilleton les problèmes de la population en général, pas seulement de ce pays mais de tout le monde en général... Les grands ont des problèmes comme nous ».

Bien vu. Mais pourquoi les Français s'intéressent-ils tant au sort des princes et princesses étrangers. N'y aurait-il pas là comme une frustration ?

Pierre CARINI

(1) Anna Pasternak - « Princesse amoureuse » - Presses de la Cité - prix franco : 107 F.

(2) *Le Monde* daté du mardi 11 octobre 1994.

Insécurité publique

Les atteintes portées aux libertés privées et publiques ont cent fois moins préoccupé la presse que le coût estimé de la villa de M. Longuet...

Attention ! Je ne dis pas que les filouteries présumées de l'ancien ministre de l'Industrie ne soient pas répréhensibles, et qu'il faille se soucier comme d'une guigne de la corruption des élites.

Mais la juste dénonciation de pratiques délictueuses ne devrait pas empêcher qu'on s'inquiète des menaces croissantes qui pèsent sur la liberté des citoyens. Une fois de plus, la grande presse qui se flatte d'être le quatrième pouvoir ne joue pas son rôle. D'ailleurs, elle ne le joue pas non plus dans les affaires d'argent sale puisqu'elle se contente d'aller prendre chaque matin dans la boîte aux lettres les dossiers d'instruction qui lui sont aimablement adressés par on ne sait qui. A l'exemple de la droite qui s'indigne aujourd'hui des malignités dont elle profitait hier, la grande presse protestera contre le viol du secret de l'instruction quand ses représentants seront à leur tour victimes de cette pratique indigne d'un État de droit...

A ce propos, on remarquera

que l'insécurité du justiciable n'est jamais évoquée par ceux qui s'occupent des dangers qui pèsent sur les citoyens. Or de

récentes affaires ont montré que le viol du secret de l'instruction et le mépris de la présomption d'innocence pouvaient affecter quel justiciable - pour peu que les médias trouvent de l'intérêt à ses mésaventures. On rappellera aussi que la question de l'insécurité est uniquement envisagée sous l'angle de la petite délinquance, alors que les dizaines de milliers de morts et de blessés provoqués par la circulation automobile



ne suscitent pas de déclarations tonitruantes ni de sanctions impitoyables. C'est dire que la récente loi Pasqua sur la sécurité est, comme les précédentes, fortement entachée de démagogie en ce qu'elle autorise désormais : La fouille des véhicules sur les lieux d'une manifestation, sur les lieux avoisinants et sur les voies d'accès à ces manifestations pendant les vingt-quatre heures qui les précèdent. Comme la nature des manifestations n'est pas précisée, comme la superficie contrôlable n'est pas indiquée, on devine que les préfets (et

ne suscitent pas de déclarations tonitruantes ni de sanctions impitoyables. C'est dire que la récente loi

Pasqua sur la sécurité est, comme les précédentes, fortement entachée de démagogie en ce qu'elle autorise désormais :

La fouille des véhicules sur les lieux d'une manifestation, sur les lieux avoisinants et sur les voies d'accès à ces manifestations pendant les vingt-quatre heures qui les précèdent. Comme la nature des manifestations n'est pas précisée, comme la superficie contrôlable n'est pas indiquée, on devine que les préfets (et

non les procureurs de la République) auront de vastes possibilités.

- La légalisation de la vidéo-surveillance, qui était jusqu'à présent une pratique non explicitement autorisée, et qui est désormais soumise à l'autorisation d'une commission présidée par le préfet. Cette « avancée du droit » est cependant illusoire pour trois raisons : initialement conçue pour le contrôle de la circulation, la vidéo-surveillance apparaît clairement comme un instrument de contrôle de la population (grâce aux zooms et aux clichés de personnes, qui pourront être conservés six mois) ; cette vidéo-surveillance est en outre décidée par le préfet (et non par le procureur de la République) ; elle a été enfin (et surtout) exclue de la surveillance de la Commission Informatique et Libertés. Il faut enfin noter que les députés ont permis que la vidéo-surveillance puisse concerner les entrées d'immeubles - ce qui est une atteinte manifeste à la vie privée.

Bien entendu, le ministre de l'Intérieur a invoqué les nécessités de la lutte contre la délinquance, alors que le nouveau dispositif de contrôle et de répression visera d'abord les citoyens : un voyou coiffé d'un casque de moto peut arracher les sacs sous l'oeil des caméras ; mais chaque manifestant pourra être photographié et fiché, chaque voiture pourra être fouillée, chaque passant verra sa liberté d'aller et de venir soumise à une surveillance constante et son droit à l'image constamment violé.

Charles Pasqua ?
Notre Big Brother.

Sylvie FERNOY

Un budget en trompe-l'oeil

Plus inspiré par les impératifs d'une campagne électorale que par le souci de transparence, le projet de budget est une véritable bombe à retardement. Passée l'élection présidentielle, le réveil risque d'être difficile.

Dans un petit ouvrage (1) André Grjebine a démontré que la politique économique est l'art de maîtriser les contraintes : sociales, macroéconomiques, extérieures mais également politiques. Et de citer un certain nombre de données dont un chef de gouvernement doit tenir compte avant de décider, parmi celles-ci « les considérations tactiques inhérentes à la lutte pour le pouvoir ».

Jamais autant que sous le gouvernement Balladur, cette dimension n'aura été présente dans la préparation du projet de loi de finance, dispositif essentiel d'une politique économique. A tel point qu'elle finit par dissimuler le projet. Il est vrai que le temps dont disposait le Premier ministre ne jouait pas en sa faveur ; même s'il feignait de croire qu'il disposait de cinq ans.

Le budget est un sujet très sensible en période électorale car de lui dépendent les impôts que les Français auront à payer au cours de l'année à venir. Même s'ils ne disposent pas des éléments nécessaires pour en comprendre toutes les subtilités, on peut compter sur leur attention pour débusquer les mesures susceptibles d'augmenter leur contribution à « l'effort de redressement national ». D'où la nécessité, pour un candidat potentiel, sinon de truquer les chiffres, du moins d'user d'artifices

techniques dans leur présentation pour faire passer la pilule. Déjà, les socialistes avaient pris l'habitude de ne pas faire entrer dans le budget de l'État des postes importants comme celui des grands travaux, pour ne pas alourdir le déficit. Ce qui, à l'époque, avait soulevé le tollé de l'actuelle majorité. S'ils étaient cohérents, les députés du RPR et de l'UDF refuseraient de voter la loi de finance en l'état.

D'abord parce que le déficit budgétaire n'a pas été considéré dans son intégralité. Le gouvernement semble confondre déficit budgétaire et besoin de financement de l'État. Dans ce dernier agrégat, le seul qui compte aux yeux de Bruxelles pour satisfaire aux conditions édictées par le traité de Maastricht, donc le seul qui est désormais significatif, les recettes des privatisations ne peuvent entrer en ligne de compte. Ce qui est somme toute logique car, comment le gouvernement bouclera-t-il son budget lorsqu'il aura vendu jusqu'à sa dernière petite cuillère. Dans ce cas, au lieu des 275 milliards annoncés, le besoin de financement de l'État serait plus proche de 373 milliards.

Ensuite, parce que le déficit public a été mal appréhendé et que les dépenses de l'État ont été sous-estimées. A titre indicatif citons l'exemple suivant : le gouvernement autorise le fond de soutien solida-

rité vieillesse à ne pas lui rembourser les 7 milliards qu'il lui doit, à charge pour lui de financer pour le même montant, l'augmentation de prestations familiales aux fonctionnaires, normalement versées par l'État.

Enfin, parce que les chiffres du chômage ont été minorés. Le gouvernement, adepte de la méthode Coué compte sur une reprise de l'emploi alors que les experts, tableraient plutôt sur une nouvelle dégradation. D'où un manque à gagner pour les recettes et une augmentation des dépenses.

Compte tenu de tout cela, il est fort probable que la charge de la dette qui constitue désormais le troisième poste budgétaire de l'État continuera son ascension. Dans l'ouvrage cité plus haut, André Grjebine montrait en quoi un déficit budgétaire pouvait être un élément positif et comment il pouvait ne pas alourdir la charge de la dette. Mais ce n'est pas notre sujet.

Édouard Balladur a placé une bombe à retardement sous le fauteuil du prochain président de la République. S'ils sont élus Jacques Delors ou Jacques Chirac pourront toujours arguer de l'héritage, mais que pourra faire Édouard Balladur s'il est vainqueur ? En tout cas, le pays ne sortira pas grandi de cette nouvelle épreuve. Et les Français, saoulés par les promesses et les mensonges, auront la gueule de bois. Le réveil risque d'être difficile.

Patrice LE ROUÉ

(1) Voir, dans *Royaliste* n° 568 du 2 décembre 1991, le dossier de présentation du livre « La politique économique ou la maîtrise des contraintes » (Éd. du Seuil, coll. Points économie - prix franco 54 F).

Diana

On savait « qu'une certaine presse » allait chercher ses informations dans le ruisseau ; nous avons maintenant la confirmation que certains éditeurs n'hésitent pas à descendre dans les égouts. Ainsi, après les « révélations » de James Hewitt sur la vie sentimentale - réelle ou supposée - de la Princesse de Galles, les *Presses de la Cité* se sont vantées d'un double « exploit » : celui d'avoir traduit « l'ouvrage » (1) publié outre-Manche en deux jours, et celui d'avoir opéré les corrections dans le même laps de temps. Un responsable a cru devoir préciser que l'éditeur n'était pas du premier chef intéressé par la qualité littéraire de « l'oeuvre ». On s'en serait douté...

Remontons respirer l'air pur. Interrogé par *Le Monde* (2) sur « l'establishment » britannique, l'historien Théodore Zeldin a répondu à la question de savoir si l'institution monarchique était atteinte : « Je ne crois pas du tout. Au contraire, elle est confirmée parce que la fonction de la monarchie, c'est d'attirer, de jouer comme un feuilleton les problèmes de la population en général, pas seulement de ce pays mais de tout le monde en général... Les grands ont des problèmes comme nous ».

Bien vu. Mais pourquoi les Français s'intéressent-ils tant au sort des princes et princesses étrangers. N'y aurait-il pas là comme une frustration ?

Pierre CARINI

(1) Anna Pasternak - « Princesse amoureuse » - Presses de la Cité - prix franco : 107 F.

(2) *Le Monde* daté du mardi 11 octobre 1994.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Insécurité publique - p.3 : Un budget en trompe-l'oeil - Diana - p.4 : Le fourre-tout Balladur - Les recettes du Dr Madelin - p.5 : Kohl est seul - p.6/7 : Civilisation urbaine ou barbare - p.8 : Plantu - De deux gauches l'une - p.9 : Sur l'idée moderne de nation - p.10 : Quatre jours en novembre - Les Acadiens - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'imprévisible.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le fourre-tout Balladur

Le « questionnaire Balladur » est, en raison du nombre de réponses obtenues, un succès incontestable et inespéré pour le gouvernement. Pourtant, cette opération visant à « rétablir le dialogue avec les jeunes » soulève un certain nombre d'interrogations.

Si le but pour le gouvernement était de panser les plaies laissées par l'annonce du Contrat d'Insertion professionnelle (CIP) et les manifestations qui s'ensuivent, alors le dépouillement du questionnaire et le résultat réel de l'enquête lui sont à peu près égal et il peut se targuer d'avoir réussi un beau coup médiatique. Mais, si le gouvernement tient réellement compte des résultats de la consultation, il doit alors désormais comprendre que les jeunes sont extrêmement inquiets pour leur avenir et qu'ils ont peur d'être exclus de la société dès le départ.

Le comité - à la composition bien hétéroclite ! - chargé de cette consultation a sorti des 1,6 millions de réponses cinquante-sept propositions. Dans la liste fourre-tout présentée comme la somme des aspirations des jeunes, on trouve le meilleur comme le plus démagogique. Oui, bien sûr, il faut équiper les banlieues en zones de sport (mais ça M. Tapie y avait pensé avant !), oui, bien sûr, il faut donner un soutien scolaire à ceux qui en ont besoin (mais a-t-on besoin d'un questionnaire pour le savoir ?)...

À côté de ces propositions concrètes et rapidement réalisables - pour peu que l'on veuille s'en donner les moyens - on trouve la

demande de l'abaissement du droit de vote à seize ans pour les élections municipales. Comment peut-on le concevoir sans un minimum d'instruction civique et de formation politique ? De plus, on ne peut voir ici qu'une importante distorsion entre, d'une part, le refus d'accorder le droit de vote aux immigrés et, d'autre part, de le donner aux jeunes de seize à dix-huit ans.

Quant au chômage des jeunes deux solutions sont proposées. La première est de créer des structures d'accueil spécifiques, mais elle risque de dresser une fois encore une génération contre l'autre et ce n'est pas au chômage d'une seule classe d'âge qu'il faut s'attaquer mais à l'ensemble du problème ! La deuxième consisterait à abaisser les charges sociales des entreprises pour toute embauche d'un jeune, mais là encore qu'est-ce qui empêchera un patron de profiter de cette mesure pour faire des économies et remplacer en le licenciement un employé âgé qui lui coûtait plus cher ?

Au total, les propositions faites par le comité ressemblent plus à un inventaire à la Prévert qu'à une quelconque volonté de promouvoir une politique cohérente soucieuse de satisfaire les aspirations de la jeunesse.

Philippe ETHUIN

Les recettes du Dr Madelin

Au moment où le choc des rivalités personnelles écrase le débat civique, M. Madelin a le courage de présenter un programme. C'est là son seul mérite.

Ministre des Entreprises et dirigeant du Parti républicain, Alain Madelin n'est pas un mou. Inscrit comme tant d'autres dans le camp libéral, il se distingue de sa tiède confrérie par deux traits : il a lu des livres de théorie économique, et la doctrine qu'il professe l'inscrit dans la tendance « ultra » qui a été importée voici une quinzaine d'années des États-Unis d'Amérique. D'ailleurs, Alain Madelin ne cache pas ses sources : parmi les pères spirituels des « cercles Idées-action » qu'il a lancés, on trouve les noms de deux maîtres-copistes des ultra-libéraux américains - à savoir Guy Sorman et Henri Lepage.

Madelinades, sormaneries et lepagerinettes ont été concentrées dans un livre-programme (1) qui se targue d'apporter des idées à un futur président de droite. De fait, le programme existe, assurément ambitieux et vaste, mais fort peu détaillé pour une raison toute simple : c'est de la dynamite, que M. Madelin et ses amis répartissent par petits paquets agréablement enveloppés.

Bien entendu, ces braves libéraux sont pour la liberté (puisque ils sont libéraux...), le dynamisme économique, la création d'emplois, la qualité de la vie... Mais les recettes proposées par ces extrémistes représentent de très graves dangers économiques et

sociaux. À partir de fausses évidences, on réclame la flexibilité des rémunérations (autrefois dit la baisse des salaires) et l'aménagement (en clair la réduction) du droit social pour les P.M.E. À partir de positions purement idéologiques (la soumission de la fonction politique aux critères économiques libéraux), on veut instaurer le principe de la « compétitivité des institutions publiques » qui ruinerait assurément le souci et la pratique du service... public. Enfin, les ultras ne veulent pas seulement accélérer le programme de privatisations (donc déposer les Français de leur patrimoine collectif), et réduire l'intervention de l'État : ils entendent manifestement détruire notre système de Sécurité sociale.

L'efficacité économique est-elle à ce prix ? Assurément non : le libéralisme est synonyme de crise, de corruption, de gaspillage et d'endettement massifs. Pour M. Madelin et ses amis, ce sont les derniers beaux jours...

Annette DELRANCK

(1) Alain Madelin - « Chers compatriotes... » - Lattès - prix franco 100 F.

Royaliste n'est diffusé que par abonnement
Faites-le connaître autour de vous, abonnez vos amis !

Trois mois d'essai = 25 F

Kohl est seul

Le chancelier allemand va se retrouver bien seul non seulement sur la scène politique intérieure allemande mais aussi sur la scène européenne.

Helmut Kohl se survit à lui-même. Cette quatrième victoire est peut-être une de trop. Adenauer, dont il compte battre le record de longévité politique (encore deux ans) comme Mitterrand a battu celui de de Gaulle (de deux ans), n'était-il pas resté un peu trop ?

D'ailleurs à quoi cela sert-il de comparer les durées ? La monarchie, doit-on le rappeler, n'est pas une présidence prolongée à vie, c'est d'abord un héritage à recueillir, une succession à assumer.

Certes comme un monarque, Kohl - on l'a dit aussi de Mitterrand - désormais libéré des obligations de la réélection, peut chercher à accomplir son destin. Mais n'est-ce pas déjà fait avec l'unification allemande ? C'est cela qui est « historique » et non le scrutin du 14 octobre.

Serait-ce « faire l'Europe » comme on l'avait dit pour le second septennat de Mitterrand ? À lui tout seul ? Car il sera seul. Les appels à la France lancés le 1^{er} septembre dans le document de réflexion de la CDU sur la politique européenne ont quelque chose de pathétique. Vue d'outre-Rhin, l'image européenne de la France s'éloigne, se brouille. On lui demande de se prononcer. Mais la France le

peut-elle sur un projet qui n'est pas le sien ? Certes Kohl a un projet et la France n'en a pas. Le projet de Kohl, même s'il s'appuie sur la réalité industrielle et financière de l'Allemagne - ce qui le fait craindre -, est dans l'esprit des pères fondateurs. Mais ceux-ci où sont-ils ? La

18,3 % des voix et 107 sièges. Le nazisme était lancé.

Le parallèle ne se situe pas dans une montée éventuelle du fascisme. L'extrême-droite a disparu des urnes. Le système constitutionnel n'a rien à voir avec celui de la république de Weimar. Kohl a su être le plus rapide sur tous les tableaux extérieurs. On mesure le chemin parcouru.

Mais maintenant ? Comment ne pas se laisser rattraper à nouveau par la crise et le mal d'Europe ? Le principal enseignement du scrutin du 16 octobre est dans le résultat des *länder* de l'Est. Sans l'Est, Kohl était battu. La social-démocratie allemande et les Verts ne diffèrent peut-être plus tant de la CDU dans le contenu des programmes de politique étrangère que dans la priorité reconnue à l'extérieur sur l'intérieur.

Le SPD reste marqué par les soucis des « Wessis » face aux charges de l'Est. Kohl a su voir dans l'Est la dernière aventure extérieure qui vaille pour l'Europe. La CDU fait la première expérience occidentale de gouvernement à l'Est, c'est-à-dire là pas seulement Kohl, mais les Biedenkopf en Saxe ou Vogel en Thuringe. Plus que la monnaie commune ou le parlement fédéral, plus que Maastricht revu et corrigé en 1996, c'est la politique à l'Est, c'est-à-dire dans les pays situés entre Allemagne et Russie, que l'avenir se jouera : comment éviter Hitler, non pas au Bundestag, mais sa politique à l'Est ?

Yves LA MARCK

♦ **RUSSIE** : Du 6 au 8 octobre, s'est tenue à Moscou une grande conférence pan-russe des monarchistes. Outre un demi-millier de représentants de diverses associations royalistes venus de toutes les régions russes, dont beaucoup de popes et de cosaques en uniformes d'époque, l'assemblée s'est ouverte en présence de nombreux témoins de l'opposition comme l'ancien vice-président Alexandre Routskoï et le président du parti communiste Guennadi Ziouganov. Se détournant de la monarchie constitutionnelle le mouvement tsariste, par la voix d'un de ses leaders le sculpteur Viatcheslav Klytov prône « le retour de la Russie à son destin historique, l'autocratie et la chrétienté orthodoxe ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : La reine Elisabeth et le prince Philip sont arrivés le 17 octobre à Moscou pour une visite d'État historique. D'emblée, lors du dîner de gala au Kremlin, la souveraine a donné le ton : « vous comme moi avons passé la plus grande partie de notre vie à penser que cette soirée ne pourrait jamais avoir lieu. J'espère que vous êtes aussi ravis que moi de voir que nous avions tort ». Le président russe Boris Eltsine lui a répondu « votre visite a une signification symbolique profonde : elle est le signe qui confirme que la Russie, vieille de mille ans, est en train de devenir un État démocratique ». Seule ombre au tableau, l'absence, pour accueillir le couple royal, du Premier ministre Viktor Tchernomyrdine, et l'annulation des rencontres prévues entre Douglas Hurd et son homologue Andreï Kozirev. Buckingham Palace s'est efforcé de minimiser cet « incident diplomatique » en assurant que la reine avait été enchantée par l'accueil qui lui avait été réservé.

♦ **ROUMANIE** : Le roi Michel de Roumanie a dû rebrousser chemin, après que les autorités roumaines lui aient refusé le droit de rentrer dans son pays, déclarant que « cette visite était illégale ». Le souverain en exil, détenteur d'un passeport britannique avait l'intention de rentrer en Roumanie comme n'importe quel touriste européen. « Je n'ai nullement l'intention de contester l'ordre constitutionnel, mais tout simplement de participer à un colloque qui veut rétablir la vérité historique... Je me rends dans mon pays la tête haute et avec la conscience tranquille de quelqu'un qui, à un des moments les plus difficiles de son histoire, a replacé la Roumanie sur le chemin de l'honneur et de la démocratie ».

♦ **ALLEMAGNE** : Plus de quatre cents personnes dont les représentants de familles royales - la reine Sylvia de Suède, notamment - ont assisté samedi 8 octobre aux funérailles du prince Louis-Ferdinand de Prusse, chef de la Maison impériale. Parmi l'assistance, Hannelore Kohl, l'épouse du chancelier fédéral et le ministre-président de la région de Brandebourg étaient venus lui rendre un dernier hommage. Les jours qui ont précédé, des milliers de fidèles avaient défilé devant le cercueil, recouvert du drapeau prussien, dans la cathédrale de Berlin.

Architecte, professeur à Paris-La Villette, ancien délégué à la Rénovation des banlieues, Roland Castro est à la fois un bâtisseur (il vient d'achever le remodelage du Quai de Rohan à Lorient) et un citoyen passionné par la pensée sur la ville et par la politique de la ville. Il présente ici les thèmes d'un livre récemment publié.

Roland Castro

Civilisation urbaine ou barbarie

■ **Royaliste** : En quoi la ville est-elle l'enjeu de notre civilisation ?

Roland Castro : Le titre de mon livre fait référence au groupe « *Socialisme ou barbarie* » de Claude Lefort et Cornélius Castoriadis, qui s'opposait directement au stalinisme et qui avait remarquablement anticipé l'effondrement du système soviétique. Pour ma part, j'ai voulu souligner que les plus graves questions sociales que nous avons à affronter aujourd'hui sont concentrées dans la question urbaine.

En gros, le jeu de la lutte des classes et les contrats qui ont suivi, mais aussi le mouvement de Mai 1968, ont permis à la classe ouvrière de conquérir un espace réellement démocratique. Ainsi, on constate que l'entreprise est traversée par des conflits mais ne constitue plus un lieu central de conflits : alors que l'entreprise des années soixante est un système d'exploitation de travailleurs qui connaissent sur les chaînes de très dures conditions de travail, une certaine sociabilité a été inventée dans l'entreprise alors que les conditions de vie dans les villes se sont considérablement dégradées.

■ **Royaliste** : Quelles sont les raisons de cette dégradation ?

Roland Castro : C'est la question que beaucoup me posent, et à laquelle j'ai tenté

de répondre dans mon livre. Je réponds à la fois comme architecte et comme citoyen, en interrogeant le visible et la pensée, le *topos* et le *logos*. Cela paraît prétentieux, mais cela correspond à une expérience que chacun peut faire en se promenant dans les rues : ce qui est bâti (le visible) dit quelque chose, exprime une pensée (le *logos*) qu'il est plus ou moins facile de comprendre.

Par exemple, il y a une architecture qui exprime très directement une pensée politique : la marque des régimes totalitaires se retrouve dans le tracé des avenues et dans les bâtiments publics, avec des différences notables entre le nazisme et le stalinisme. Je pense notamment au sublime métro de Moscou, qui a été construit pour le peuple ; on voit aussi dans les villes soviétiques la marque de petits bourgeois qui ont fait la révolution et qui s'installent. Au contraire, dans le stade de Speer à Berlin, on sent que l'homme n'est plus rien.

Les mêmes relations entre la pensée et le visible existent bien entendu dans l'architecture religieuse. J'ai personnellement éprouvé un effroi absolu à Lisieux : on voit dans cette basilique qu'il n'y a aucun message divin, mais seulement la puissance. Au contraire, j'aime la sensualité des églises baroques. Enfin, je n'ai pas besoin de dire à des royalistes que les rois de France s'y entendaient en

architecture et savaient remarquablement inscrire leur pensée dans le visible.

■ **Royaliste** : Que pensez-vous des choix architecturaux de François Mitterrand ?

Roland Castro : Il y a plusieurs périodes. D'abord celle de l'Union de la gauche qui est représentée par le nouveau ministère des Finances : c'est un bâtiment qui n'est pas mal, mais il y a un côté nationalisations, *Politburo*, et aussi un respect exagéré pour le Pouvoir qui est manifeste. Et puis il y a Mitterrand dans ce qu'il a de quintessenciel : lui-même revendique la sphère du jardin de la Villette, la Pyramide du Louvre, que je trouve très belle, la Grande Arche, qui est transhistorique. C'est le côté régalien de François Mitterrand, qui restera. Mais il y a aussi la modernité clinquante qui porte la marque de Jack Lang et qui est représentée par le jardin de fer de la Villette - jardin « branché », avec ce que le mot a d'ignoble, d'anti-démocratique, un jardin dur, qui sent la coke... Et puis il y a le dernier bâtiment qui sera inauguré par le chef de l'État, la Très Grande Bibliothèque, et qui sera... rien ! On a produit un escalier gigantesque auprès duquel l'escalier des cent marches de Versailles fait escalier de secours.

■ **Royaliste** : Et les autres bâtiments publics ?

Roland Castro : Sous la gau-

che, le mot formation a remplacé l'éducation et l'instruction. Vous savez que la vocation de l'école n'est pas d'apprendre un métier, mais de faire des citoyens, d'ouvrir des êtres au monde, à la pensée. Or cette idée de formation est devenue hégémonique et les architectes se sont mis à faire des lycées qui correspondent à cette évolution désastreuse : ces bâtiments ne sont d'ailleurs pas laids, mais ils expriment la

domination du signe par rapport au sens. Regardez les bâtiments publics de la III^e République, on voit que la fonction publique est prise au sérieux : il y a une frontière, il y a un dedans, un dehors ; il y a des cours, des alignements ; il y a de la méditation et de l'épaisseur. Aujourd'hui, la société du spectacle existe aussi dans l'architecture.

■ **Royaliste** : Que signi-

fient les barres et les tours des banlieues ?

Roland Castro : Je veux d'abord souligner qu'après la première guerre mondiale on savait construire en fonction d'un développement urbain rapide : à Chatenay-Malabry par exemple, on a construit une remarquable cité-jardin qui respecte la dignité de l'homme et qui reste agréable à vivre aujourd'hui ; de même les cités-jardins autrichiennes. La rupture s'est produite dans les années trente sur le plan intellectuel et, à partir des années cinquante, on s'est mis à fabriquer les ensembles de bâtiments que vous connaissez. Mais il faut remarquer qu'ils ont été construits dans un consensus général et que les gens y sont rentrés en chantant. Il a fallu du temps pour qu'on les voit ! Et on les voit quand on vérifie que tous ceux qui étaient venus y habiter en sont partis, et qu'ils ont été remplacés par une population qui n'avait pas le choix !

■ **Royaliste** : Pourquoi cet aveuglement ?

Roland Castro : Ces grands ensembles étaient des lieux tellement idéaux qu'on n'avait pas besoin de les voir. Ils reflétaient une vision parfaitement égalitaire : à chacun sa salle de bain, sa baie vitrée donnant sur des espaces verts traversés par de larges voies qui sont le contraire de la « rue-corridor ». Aucun intellectuel n'a protesté, et d'ail-

leurs cet urbanisme n'était pas « apartidaire » à l'origine : il y avait des instituteurs, des ouvriers, qui avaient le sentiment de s'installer dans le même village, où tout le monde pourrait se rencontrer facilement.

Hélas, on n'a pas compris que la ville n'est pas un lieu de rencontre, selon le lieu commun, mais au contraire un endroit où l'on peut être seul. Les gens ont quitté les villages parce qu'il y avait trop de contrôle social, parce qu'on ne peut jamais y échapper au regard des autres, parce que les différences et les déviations mêmes légères sont très difficiles à vivre dans une communauté close. La ville, c'est la liberté, c'est le lieu de la vie. Or les grands ensembles ne sont ni des villes ni des villages mais cumulent tous les inconvénients : on est sous le regard de l'autre, mais en même temps on se sent très seul. Contrairement à ce qu'on a cru, l'entassement n'est pas synonyme d'étouffement : on a plus de plaisir à parcourir les rues de centre de Paris, où l'habitat est très dense, que le quartier Italie où la densité est deux fois moins forte. Bien sûr, les facteurs, les agents du fisc et les militants politiques préfèrent les grands ensembles avec des boîtes aux lettres bien alignées et des logements facilement repérables, aux petites rues, aux passages et aux cours où les gens sont difficiles à situer et à trouver.

■ **Royaliste** : Comment assumer la catastrophe urbaine ?

Roland Castro : Il ne suffit pas d'abattre des bâtiments aux Minguettes. Il faut un immense effort, qui met en jeu la citoyenneté. Après la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, qui est l'élément fondateur de l'égalité, après l'invention de l'école publique, qui a donné à notre démocratie un fondement stable, il faut poser un nouveau fondement à l'égalité - cette fois pour la civilisation urbaine. Chacun doit comprendre que la banlieue telle qu'elle est conçue et telle qu'elle est aujourd'hui vécue provoque la destruction de la citoyenneté (il suffit de regarder les taux d'abstention pour s'en apercevoir), de même que le discours sur la formation détruit l'école publique et le souci d'instruction qui la fonde. Nous avons à refonder la démocratie et la République, pas seulement en France mais dans le monde entier. La tâche est immense, mais elle est tout à fait possible, concrètement, comme j'en fais l'expérience dans les quartiers dont je m'occupe - à Lorient par exemple - avec la population et avec la municipalité qu'elle a élue. Ce n'est qu'un commencement...

■ **Royaliste** : Vous incriminez Le Corbusier et sa postérité...

Roland Castro : Au moment où les idéologies totalitaires fabriquent des habitants idéaux - grands aryens blonds, prolétaires musclés - Le Corbusier vient à la suite des avant-gardes culturelles des années vingt, et fabrique lui aussi un habitant idéal, destiné à vivre dans une cité idéale. Sa pensée passe pour géniale, et de fait nul ne saurait s'élever contre ses mots d'ordre : de l'air, du soleil, de la lumière pour tous (mais il a oublié l'ombre, au sens strict). Encore plus fort, il a inventé les « quatre établissements humains », qui séparaient les lieux de travail, les lieux de loisirs, les zones d'habitats et les axes de circulation : on ne fait pas seulement des barres et des tours,

on couvre les rivières pour faire des voies rapides... Tout cela est rationnel, mais invivable.

Cela dit, Le Corbusier est un artiste formidable : n'oublions pas qu'il fait l'église de Ronchamps, n'oublions pas non plus que les cités qu'il a lui-même construites valent beaucoup mieux que les bâtiments fabriqués par les épigones. Mais Le Corbusier est aussi un redoutable simplificateur, et c'est cette pensée simplificatrice, ultra-rationaliste qui a gagné le monde entier après la seconde guerre mondiale : elle s'inscrivait dans le schéma totalitaire des régimes communistes, et répondait à l'aspiration rationalisante de la technocratie.

■ **Royaliste** : Comment assumer la catastrophe urbaine ?

Roland Castro : Il ne suffit pas d'abattre des bâtiments aux Minguettes. Il faut un immense effort, qui met en jeu la citoyenneté. Après la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789, qui est l'élément fondateur de l'égalité, après l'invention de l'école publique, qui a donné à notre démocratie un fondement stable, il faut poser un nouveau fondement à l'égalité - cette fois pour la civilisation urbaine. Chacun doit comprendre que la banlieue telle qu'elle est conçue et telle qu'elle est aujourd'hui vécue provoque la destruction de la citoyenneté (il suffit de regarder les taux d'abstention pour s'en apercevoir), de même que le discours sur la formation détruit l'école publique et le souci d'instruction qui la fonde. Nous avons à refonder la démocratie et la République, pas seulement en France mais dans le monde entier. La tâche est immense, mais elle est tout à fait possible, concrètement, comme j'en fais l'expérience dans les quartiers dont je m'occupe - à Lorient par exemple - avec la population et avec la municipalité qu'elle a élue. Ce n'est qu'un commencement...

Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

Roland Castro
« Civilisation urbaine ou barbarie »

Prix franco 128 F



Plantu !

De deux gauches
l'une...

Décidément, Plantu sera toujours Plantu ! Ce dix-neuvième recueil du caricaturiste politique du *Monde* est égal aux précédents, c'est-à-dire qu'il est essentiel pour qui veut saisir notre société et notre temps, rien de moins ! Et avec un an de recul, cette *Cohabitation à l'eau de rose* prend mieux encore tout son sens, car le lecteur trie anecdotes et événements pour les « archiver » à leur vraie place.

Mais quelles que soient les dates, il y a toujours les thèmes (la politique, les mouvements sociaux...) et puis les mésaventures des sauteurs médiatisés du genre Attali-Tapie-Le Pen. On le sait, Plantu a ses têtes, et peu d'hommes politiques ont le beau rôle. Mais quoi ! C'est la loi du genre, et reconnaissons que Plantu, à l'inverse d'un Wolinski, est toujours plus salubrement lucide que gratuitement cruel. Il sait même à l'occasion se montrer émouvant et tendre (ses deux dessins sur la mort du roi Baudouin sont de vrais chefs-d'œuvre).

Chaque dessin est accompagné d'une légende qui remet en mémoire l'essentiel de l'événement caricaturé et un index reprend tous les noms et les thèmes illustrés.

Quand on vous disait que Plantu mâche le travail des historiens de demain !

Christian LIBENS

Plantu - « *Cohabitation à l'eau de rose* » - Le Monde Éditions, Prix franco : 113 F.

Risquons l'incongruité de réunir dans une même critique deux auteurs et deux ouvrages qui a priori ne concourent pas dans la même catégorie...

Il s'agit de Jacques Julliard (1), et de Hervé Algalarrondo dont le pamphlet « *Les beaufs de gauche* » (2) fustige les manières et les travers d'une intellocratie qui, depuis quelques décennies, ne s'est guère signalée par sa lucidité, sa clairvoyance ou son courage. Depuis un demi siècle notre « intelligentsia » a eu globalement « tout faux et sur toute la ligne » à l'exception peut-être de la décolonisation, dont de Gaulle avait dès 1941 laissé entrevoir la perspective, sans rien devoir aux marxistes qui régnaient alors les consciences. Ce qu'Algalarrondo résume en disant que « *la gauche ne s'est pas remise d'avoir choisi Sartre et ses aberrations contre Raymond Aron* ». Et elle ne semble pas devoir se remettre plus facilement d'avoir passé dix ans au pouvoir - avec le bonheur et les réussites que l'on sait - dans le sillage d'un socialisme qui doit plus aux astuces tactiques de M. Mitterrand qu'au romantisme révolutionnaire des grands anciens.

Dans l'état où se trouvent la gauche, ses penseurs appointés et ses courtisans, tous « adeptes du prêt à penser », Hervé Algalarrondo n'a eu qu'à se baisser pour remplir un plein « sottisier » en moins de temps qu'il n'en faut pour remonter le moral d'un déçu du socialisme. Les « beaufs de droite » vont jubiler, et les

autres rire jaune, pour peu qu'ils aient conservé un minimum de sens de l'humour. L'ouvrage n'en manque pas, conforme à la règle du genre ; alerte, tonique, décapant, défoulatoire... aux antipodes de l'essai de Jacques Julliard.

L'un des travers que dénonce en effet Algalarrondo chez les « beaufs de gauche » consiste à voir des fascistes partout et d'être atteints de « sarajévite aiguë ». Si le sérieux de Jacques Julliard lui vaut d'être épargné (à la différence des intellectuels qui se sont fourvoyés dans l'opération « liste Sarajevo » aux européennes), le fascisme qu'il voit poindre arrive directement de l'ex-Yougoslavie sans que personne ne semble vraiment s'en alarmer. Il est plus ingrat de jouer les Cassandre que les amuseurs, et le pessimisme de Julliard est fondé, même si l'on ne partage pas sa distribution des responsabilités dans l'origine de l'actuel conflit bosniaque.

Mais que nous dit Jacques Julliard que nous ne sachions déjà et dont nous n'avons cessé, comme lui, de nous indigner depuis quelques lustres ?

Nous avons eu tort de nous réjouir trop vite de l'effondrement du bloc soviétique ? Il faut se méfier de cette résurgence des nationalismes que l'on voit se manifester un peu partout ? Il faut déplorer l'incapacité des gouverne-

ments occidentaux à maîtriser l'économie et à réorganiser le travail en fonction du progrès technique ? L'extension du chômage et de l'exclusion, un tissu social déchiré, une cohésion nationale fragilisée pourraient en effet faire le lit des populismes et favoriser l'irrésistible ascension de quelques *compradores* au verbe haut et aux idées courtes. L'impus-sance, la pusillanimité, l'irrésolution ou la lâcheté des dirigeants européens - et notamment face aux problèmes des Balkans - font peser de très lourdes menaces sur l'avenir et la paix du monde ? Qui pourrait en douter ? Et Jacques Julliard n'a pas tort de consacrer les quatre chapitres de son essai à fonder ses craintes sur le sinistre drame qui se noue dans cette partie de l'Europe.

Il est parfaitement dans son rôle d'intellectuel lorsqu'il lance un tel cri d'alarme. Mais sera-t-il entendu ? Soljenitsyne déjà s'était inquiété du « déclin du courage » ; courage intellectuel principalement, souligne Jacques Julliard. Mais peut-on demander à des « beaufs de gauche » d'avoir du courage ? Pourrait-on en attendre davantage d'une droite qui, à brève échéance, se réinstallerait dans l'ensemble des palais nationaux ? La révolution s'impose. On n'en sort pas. Il est dommage que Jacques Julliard n'y ait pas songé.

Guy LECLERC-GAYRAU

(1) Jacques Julliard « *Ce fascisme qui vient* » - Ed. du Seuil - Prix franco : 107 F.

(2) Hervé Algalarrondo « *Les beaufs de gauche* » - Ed. J.-C. Lattès - Prix franco : 106 F.

Sur l'idée moderne de nation

Situation paradoxale du concept de nation, affirmé en même temps comme en déclin et comme en retour. Exalté ou démonisé. Considéré comme une formation sociale obsolète et comme une forme politique difficilement remplaçable. Mais c'est toujours lorsqu'une idée ou une réalité sont en crise qu'elles

laissent transparaître de manière plus aiguë leur nature. Ainsi les nations confrontées à la construction européenne seront-elles de plus en plus contraintes à se poser la question de leur existence même. Perdant leur souveraineté politique seront-elles réduites à affirmer leur différence sur le plan de leurs spécificités ethniques et culturelles ? La façon dont l'Europe bruxelloise privilégie les identités régionales permet de le penser. Et cela constitue un curieux retour en arrière. La nation française, par exemple, consistait dans le dépassement des particularismes ethniques. La construction de l'unité française par les Capétiens aboutissait à la création d'une communauté historique *sui generis*. Communauté que la République, loin d'abolir, ne ferait qu'approfondir par la promotion de la citoyenneté. Mais que l'on imagine un pouvoir très technocratique européen accaparant la gestion d'un vaste espace économique, la citoyenneté risquerait d'être étranglée avec l'effacement de la nation qui est son lieu d'exercice privilégié. Du coup les réactions identitaires à cette homogénéisation rationnelle risqueraient d'être de type ethnique ou nationaliste.

Ce sont là quelques réflexions suscitées par l'ouvrage suggestif de Dominique Schnapper sur l'idée moderne de nation qu'elle définit d'abord comme une communauté de citoyens. L'auteur avait déjà abordé ces questions sous le biais du problème de l'immigration et de l'intégration. Cette fois elle aborde directement le sujet dans sa perspective de sociologue, en partant du constat que la sociologie a quelque peu délaissé la nation. Les réflexions intéressantes de Marcel Mauss et de Max Weber sont restées inachevées. « *Seul Norbert Elias a proposé une analyse de l'intégration progressive des hommes par les grandes monarchies nationales, en décrivant le processus séculaire par lequel ils ont intériorisé la nécessité de contrôler leurs pulsions naturelles et émotionnelles, en particulier sous l'effet de la société de cour* ». Sans doute la Révolution française allait-elle transformer ce lien politique issu de l'œuvre de la monarchie. Mais cette transformation n'est-elle pas plus un accomplissement qu'une rupture ? C'est la violence de la décennie révolutionnaire qui a imposé l'idée d'une rupture radicale. Mais l'expérience anglaise plaide pour la continuité, avec une conception plus pragmatique et plus communautaire de la citoyenneté, au rebours des revendications abstraites de la liberté. Il n'y a pas d'opposition dans la tradition anglaise entre la liberté et les libertés concrètes alors que le jacobinisme français fonde la citoyenneté sur la disparition des libertés d'ancien régime.

par Gérard Leclerc



s'est définie « *en transcendant les enracinements concrets et les appartenances et fidélités particulières* ». C'est d'une évidence absolue pour la France. Ce ne l'est pas du tout pour l'Allemagne dont le modèle a eu d'autant plus d'influence sur les autres nationalismes qu'elle ne se conformait pas à la pure utopie individualiste impliquée par l'idée de nation civique. Elle pouvait être imitée plus facilement, précisément parce qu'elle était plus en prise avec le réel et faisait sa place au holisme traditionnel ».

Les intellectuels de l'Allemagne d'après-guerre, à l'image de Habermas, ont eu tendance à répudier complètement cette conception suspecte d'avoir conduit à l'hitlérisme, pour ne reconnaître qu'un « patriotisme constitutionnel ». Ainsi pensait-on se séparer définitivement de la nation ethnique. Mais du coup, on perdait en même temps la spécification nationale qui fait que l'on est le citoyen d'une certaine nation dotée d'une histoire et d'un héritage. La même conception a été élargie sous la dénomination « d'identité postnationale » et elle présente les mêmes défauts. Cette citoyenneté là n'est pas délimitée, elle se veut au fond simplement humaine. Juridiquement, cela s'entend et on ne peut qu'aspirer à un univers où tous les citoyens seraient reconnus avec les mêmes droits. Mais sans territoire délimité, sans langue commune, sans espace public homogène, il n'est pas de citoyenneté concrète. C'est pourquoi, il faut y regarder à deux fois avant de proclamer la fin des nations. Très rapidement, le débat européen pourrait consister à reconnaître le rôle des nations, dans le but de créer une forme peut-être inédite qui loin de les nier, les assumerait sans pouvoir vraiment les dépasser.

Dominique Schnapper - « *La communauté des citoyens - Sur l'idée moderne de nation* » - NRF essais Gallimard - Prix franco : 133 F.

Quatre jours en novembre

C'est un bien curieux roman que Pierre Daix a écrit avec « *Quatre jours en novembre* » (1). Inclassable, touffu, prenant et parfois captivant.

Dès les premières pages on veut savoir pourquoi Drepoix s'est suicidé ou qui l'a tué. On connaît l'auteur, spécialiste des peintres surréalistes ; son roman ne serait-il pas construit comme l'un de ces tableaux dont la beauté, voire le sens, ne se dévoile qu'après en avoir saisi et assimilé tous les détails ? C'est dire que ce texte ne peut se lire que lentement, un bouquin pour soirée d'hiver. J'avoue avoir été obligé de noter sur une feuille, pour ne pas perdre le fil de l'histoire, tous les liens d'affection ou de répulsion, de parenté ou de quasi parenté, qui unissent dans un ensemble cohérent les personnages, au demeurant peu nombreux.

Dans cette affaire, et pour reprendre l'expression de l'auteur, on « couche » beaucoup, par force, par plaisir, par habitude et l'on se demande pourquoi la belle Agnès est la seule à avoir échappé au sort commun. Évidemment cela crée quelquefois des liens ou fait surgir des obstacles ; quoi qu'il en soit cela ne simplifie

pas les choses.

Complicé ce livre baroque au sens où il frappe par la recherche du contourné ? Curieusement, dans sa structure même, on peut y distinguer la simplicité des grandes règles de la tragédie classique ; unité de temps : quatre jours, unité de lieu : pratiquement l'univers de Katia, unité d'action - ce n'est pas celle qui est apparente mais celle qui dévoile insensiblement la passion de Katia pour Simon, grand benêt ou parfait égoïste ?

Cela va, dans l'émergence des souvenirs, de la libération des camps nazis à la chute du communisme et du véritable choc que cela produisit chez certains militants, un véritable séisme.

Alors ? Oui, j'ai aimé. Parmi ce foisonnement il y a tant d'images fortes. Oui, j'ai été agacé. Pour un roman, Daix exige de ses lecteurs un effort constant d'attention. Une oeuvre forte, complexe, originale.

Michel FONTAURELLE

(1) Pierre Daix - « *Quatre jours en novembre* » - Belfond - Prix franco : 138 F.

Le nouveau livre de Bertrand Renouvin

« Derniers jours avant la révolution »

NOM/Prénom : _____

Adresse : _____

☐ Commande « Derniers jours avant la révolution » au prix de 135 F franco.

Les Acadiens

Au moment où nos cousins québécois se retrouvent une nouvelle fois, grâce à la victoire des indépendantistes, face à leur destin, n'oublions pas ces autres francophones du Nouveau Monde : les Acadiens.

Au coeur de cet été 1994, s'est tenu à Moncton (Nouveau-Brunswick) le Congrès mondial acadien. Celui-ci conviait la diaspora acadienne (environ 3 millions de personnes de par le monde, et notamment 300 000 francophones dans les provinces

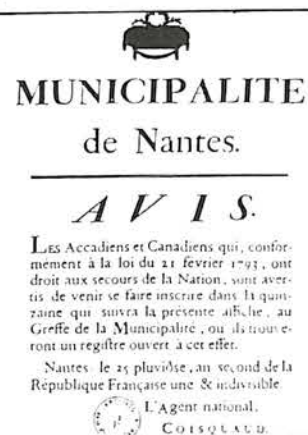
grande partie de l'État du Maine. En 1713, par le désastreux traité d'Utrecht, la France cédera ces « quelques arpents de neige » (cf. le « clairvoyant » Voltaire) aux Anglais, lesquels à partir de 1755 déporteront environ 12 000 Acadiens. Ceux qui avaient acquis la conscience d'être un peuple au point d'inscrire sur leurs registres « Acadien de Nation » se virent dépossédés de leur territoire et durent gagner la Louisiane (que Napoléon vendra comme une vulgaire marchandise aux États-Unis) ou, « pieds-noirs » avant la lettre, se réfugier en France.

L'historien Gérard-Marc Braud retrace avec précision l'arrivée de ces familles sur nos côtes, leur dispersion en Bretagne et Poitou, puis le regroupement de certaines d'entre elles à Nantes en 1775. Dix ans plus tard, 1600 Acadiens, toujours habités par le « rêve américain », s'embarqueront pour la Louisiane.

Grâce à cet ouvrage, nous comprenons mieux que, selon l'expression d'Antonine Maillet (2), un Acadien est moins l'occupant d'un territoire que le descendant de quelqu'un. La France a autant de devoirs envers ces descendants-là, qu'envers les Québécois.

Alain SOLARI

(1) Gérard-Marc Braud - « *De Nantes à la Louisiane* » - Ouest éditions - prix franco 140 F.
(2) Prix Goncourt en 1979 pour « *Pélagie-la-Charrette* ».



atlantiques du Canada) à se rassembler pour un « retour aux sources ».

C'est, entre autre, pourquoi l'ouvrage de Gérard-Marc Braud « *De Nantes à la Louisiane* » (1) est particulièrement bien venu puisqu'il ne retrace pas seulement l'histoire de l'Acadie, mais aussi l'odyssée d'un peuple exilé par ce qu'il nomme pudiquement le « Grand Dérangement ». La colonie fondée en 1604 par Samuel de Champlain s'étendait aux actuelles provinces du Nouveau-Brunswick, de Nouvelle-Écosse, de l'Île du Prince-Édouard, ainsi qu'à une

Ce n'est qu'un début...

D'abord MERCI. Un grand et chaleureux merci à tous nos amis qui, sans attendre, ont répondu présent à notre appel à l'aide. Outre le soutien matériel - et vital - qu'ils nous apportent ainsi, c'est aussi un grand réconfort moral que de voir nos lecteurs se mobiliser pour leur journal. C'est bien la preuve que nous occupons une place unique et que *Royaliste* a su rassembler une cohorte de lecteurs à la fidélité à toute épreuve.

Cependant nous ne sommes pas encore complètement hors de danger. Il nous faudrait encore 15 000 F pour assurer nos échéances jusqu'à la fin de l'année. Nous comptons beaucoup pour cela sur ceux qui n'ont pas encore répondu à notre appel. Versez à la souscription qui est ouverte (chèques à l'ordre de *Royaliste*), versez le plus généreusement possible !

Yvan AUMONT

Liste des souscripteurs

Frédéric Aimard 490 F - Maurice Asta Richard 100 F - Mme Auboyneau 50 F - A.B. (Loire Atlantique) 150 F - Joël Bathiard 50 F - Jean-Claude Bergeon 100 F - Sylvain Bianchi 300 F - Pierre Bitoun 200 F - Laurent Boissavy 200 F - François Bonnet-Dupeyron 500 F - G.B. (Hérault) 150 F - François Bourguignon 100 F - Francine Bourne 50 F - Joseph Breteau 50 F - Gisèle Brodud-Yviquel 100 F - Noël Cannat 500 F - Jean-Luc Castro 500 F - Pol Cerezo 100 F - Philippe Clavel 30 F - Marie-Thérèse Conche 500 F - Michel Contorno 100 F - Roger-Pol Cottreau 250 F - D.C. (Meuse) 15 F - Denis Cribier 100 F - Roger Cubilié 100 F - Michel Cusin 500 F - Jean Dauvergne 100 F - Magdeleine Demasles 100 F - Marc Desaubiaux 250 F - Michel Fontaurelle 500 F - Jean-Pierre Dewez 100 F - Jean-Paul Dollé 100 F - Pierre Dubreuil 100 F - P.L.R. 300 F - Patrick Ducourneau 200 F - Bertrand Dumas de Mascarel 1000 F - Eric Duplessis 200 F - François-Philippe Durbach 15 F - P.E. 5 F - Marie-Louise Faure 100 F - Philippe Fernon 500 F - Claude Ferrand-Blazer 250 F - Richard Fielz 1000 F - Armelle Fincato 100 F - Pierre Fontaine 500 F - Jean-Marc Gandit 100 F - Jacques Garoby-Colonna 250 F - Michel Godefroid 100 F - Jean Grimaldi d'Esdra 100 F - Michel de Guibert 100 F - Gérard Guillaume 115 F - Daniel Havouy 50 F - Roland Honorat 50 F - Yves Horeau 100 F - René Hostache 230 F - Marie Huckendubler 500 F - Bernard Javault 300 F - R.J. (Bouches du Rhône) 50 F - Alain Jouffroy 100 F - Pierre Kerleroux 100 F - Tatiana Krivoblotzky 50 F - Jacques Lancement 150 F - NAR Bretagne 500 F - Patrick Lebleuf 100 F - G. L.G. 40 F - Yves Lemaignan 200 F - Guy Leres 250 F - P. L. (Paris) 20 F - Bernard Marchand 500 F - Maurice Massin 50 F - Alain Mercier 150 F - Pierre Meyers 100 F - M.M. (Grenoble) 15 F - Christian Mory 300 F - François Payen de La Garanderie 200 F - Noël Pécout 100 F - Gilles Pégourier 250 F - Serge-Patrice Pierre-Gaudou 50 F - Michèle Pinson 250 F - Jacques de Poulpique 100 F - M.P. (Paris) 400 F - André Quirin 250 F - Jean-Pierre Raulin 100 F - Louis Reginensi 100 F - Charles Raymond 50 F - Daniel Rietsch 50 F - Bernard Riou 500 F - Jean-Marc Ritté 500 F - C.R. (Paris) 100 F - Thierry Roudet-Haquette 100 F - Ariette Roudik-Guichard 100 F - Hervé Rumin 50 F - Alain Saint Paul 250 F - Bernard Sonck 276 F - Bernard Soria 100 F - Jean-Claude Tual 250 F - Benoît Wollseifen 500 F - Jeanne Zwingelstein 200 F.

Total de cette liste 20 201 F

Total précédent 6 223 F

Total général 26 424 F.

A l'occasion de la sortie du dernier livre de Bertrand Renouvin « *Derniers jours avant la révolution* »

la Fédération de l'Île-de-France de la NAR et la rédaction de *Royaliste*

convient tous les lecteurs à venir boire le

POT DE L'AMITIÉ
le samedi 5 novembre
de 17 h 30 à 20 h

dans nos locaux 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4^e étage)

Le Conseil national de la NAR se réunira à Paris le samedi 12 novembre. Organisation élu par les adhérents son rôle principal est d'être un conseil politique auprès du Comité directeur, il intervient donc directement sur les décisions à prendre quant à la ligne suivie par le mouvement.

MINITEL

Depuis quelques jours, le serveur minitel 3615 ROYAUTE a ouvert une rubrique « Les tribunes royalistes » grâce à laquelle il est possible de nous interroger directement. Vous pouvez également vous servir de cette rubrique pour nous demander des renseignements, obtenir une documentation, nous transmettre des adresses, etc. N'hésitez pas à en profiter.

ABONNEMENTS

Il vous est maintenant possible de payer votre abonnement par prélèvement automatique mensuel. Ce système présente des avantages multiples : plus de correspondance inutile (lettre de relance, envoi de chèque, lettre de rappel, etc), plus de risque d'oubli, une ponction mensuelle minime au lieu d'avoir à payer en une seule fois la totalité de l'abonnement, possibilité d'interrompre votre abonnement à tout moment. Sur simple coup de téléphone de votre part nous vous enverrons l'imprimé nécessaire.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 h. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 2 novembre - Pas de réunion (Vacances de la Toussaint).

● Mercredi 9 novembre - Professeur des Universités, ancien président de Radio France, ancien ministre, Jean-Noël JEANNENEY a publié de nombreux ouvrages d'histoire contemporaine. C'est en sa double qualité de citoyen engagé et d'historien qu'il s'est intéressé au clivage entre la droite et la gauche, en effectuant un indispensable retour aux sources dans son dernier livre « *L'avenir vient de loin* ». Origines et avenir de la gauche telle est la question que J.-N. Jeanneney nous présentera.

● Mercredi 16 novembre - « François 1^{er} et son temps » : le sujet s'imposait au moment où la France se remémore un de ses rois préférés. Aussi avons-nous demandé au professeur Jean JACQUART, auteur d'un ouvrage magistral sur François 1^{er}, d'évoquer la personne royale et une époque dont les enjeux (linguistiques, diplomatiques, culturels) demeurent ou redeviennent étonnamment présents.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : _____

Prénom : _____

Date de naissance : _____ Profession : _____

Adresse : _____

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'imprévisible

Face à cette crise politique qui prend de l'ampleur, chacun devrait garder le sens de la mesure et peser soigneusement les termes qu'il emploie. Tel n'est pas le cas. Au gouvernement et dans la majorité l'expression « machine à perdre » a fait florès, et Alain Juppé est allé jusqu'à évoquer la « folie politique » qui se serait « emparée du pays ».

Tout doux ! Si nous utilisons dès à présent les mots les plus lourds, que nous restera-t-il pour décrire ce qui va suivre ? Car nous n'en sommes qu'au tout début d'une phase d'affrontements inexpiables, à l'orée d'un nouveau cycle de scandales financiers, dans un pays qui est encore calme. Sans céder à l'inflation verbale, précisons la nature des menaces qui pèsent sur la majorité.

Il y a d'abord la division profonde du gouvernement et de la majorité, qui est inévitable puisqu'il n'y a qu'un seul fauteuil présidentiel pour deux candidats. Il était naïf de penser que l'un ou l'autre s'effacerait aimablement au vu du bilan d'une gestion et d'une série de sondages. Édouard Balladur et Jacques Chirac jouent tous deux leur va-tout : le premier parce qu'une conjoncture politique aussi favorable à la droite ne se représentera pas de si tôt, le second parce que c'est la dernière bataille présidentielle qu'il est en mesure de gagner. La lutte sera d'autant plus inexpiable que ses enjeux dépassent la rivalité entre les personnes : le RPR joue lui aussi son avenir, qui serait fortement compromis par la victoire des formations libérales et centristes qui soutiennent le Premier ministre, et

nul n'ignore que le vieil antagonisme entre le RPR et l'UDF recouvre une opposition fondamentale entre la bourgeoisie conservatrice et la droite gaulliste. Observons cependant que ce conflit n'existerait pas à l'heure actuelle si M. Balladur n'avait pas trahi le candidat qu'il était appelé à servir, et que l'alternative serait plus claire si M. Chirac s'inscrivait résolument dans la tradition gaullienne qui inspire son parti.



En elle-même, cette logique d'affrontement inscrit l'échec de la droite dans les possibilités, non dans les certitudes, puisque le premier tour de l'élection présidentielle est une « primaire » à la française. La gravité de la situation tient aux scandales, qui empêchent toute prévision raisonnée. Comme naguère à gauche, ce ne sont plus seulement des personnalités qu'ont met sur la sellette, mais les formations politiques elles-mêmes : le Parti républicain est aujourd'hui soupçonné de blanchiment d'argent sale, et l'intérêt des magistrats pour les sources étrangères de financement risque de mettre à mal le RPR, qui entretient de très anciennes relations avec l'Afrique. Comme la corruption est générale,

comme les premiers succès des juges Jean-Pierre et Van Ruymbeke ont donné du courage puis de l'audace aux magistrats, comme le secret de l'instruction est devenu celui de Polichinelle, les organisations de la droite peuvent connaître dans les semaines ou dans les mois qui viennent un discrédit moral et un effondrement structurel qui pèseront lourdement sur le destin de leurs présidentiables.

La situation sociale du pays accentue le caractère imprévisible de la situation. Le malaise étudiant est palpable, et la longue grève de Radio France est un avertissement quant aux revendications que le discours optimiste sur la reprise pourraient faire naître dans de nombreux secteurs. Cela dans un climat d'attente plus ou moins désespérée qui est propice aux embrasements soudains.

Par son ambition, par son incapacité politique, par son conservatisme, Édouard Balladur est assurément le premier responsable des malheurs de la droite. Sans complaisance pour celle-ci, nous ne saurions nous réjouir de ses embarras, ni applaudir au viol systématique du secret de l'instruction, ni rejoindre la meute qui pourchasse les ministres qu'on soupçonne à tort ou à raison. Puisque l'opposition de gauche reste pour l'heure d'une désespérante nullité, le désastre qui menace la droite risque de créer un vide qui favorisera les populistes de droite et de gauche. Sans influence aucune sur les partis de gouvernement, qui n'ont jamais voulu écouter nos mises en garde, prenons soin de ne pas favoriser les forces qui menacent d'anéantissement le Politique en tant que tel. Telle est notre responsabilité de citoyens.

Bertrand RENOUVIN